

Le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes

Annexe 1

Brève présentation de l'ancienne Commission des droits de l'homme

Créée en 1946, la Commission des droits de l'homme (CDH) était le principal organe de l'ONU jusqu'à 2006 dans le domaine des droits humains. L'une des tâches les plus importantes de la Commission a été l'élaboration de normes relatives aux droits de l'homme. C'est elle qui est à l'origine de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948. Elle a également établi des normes sur les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels, le droit au développement, l'élimination de la discrimination raciale, la torture, les droits de l'enfant, les droits des défenseurs des droits de l'homme, etc.

Organe subsidiaire de l'ECOSOC, la CDH était composée de 53 Etats membres, élus par l'ECOSOC sur la base d'une répartition géographique équitable pour une durée de quatre ans renouvelable. Elle se réunissait chaque année à Genève pendant six semaines.

Durant ses sessions annuelles, elle examinait des rapports présentés par ce qu'on appelle « ses procédures spéciales », c'est-à-dire les Rapporteurs spéciaux, Experts indépendants, Groupes de travail, et par son organe subsidiaire qui est la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

Ces rapports touchaient pratiquement tous les droits humains, allant du racisme à la liberté d'opinion et d'expression, en passant par les droits fondamentaux des femmes, des enfants, des travailleurs migrants, des minorités, des personnes déplacées, des peuples autochtones, etc. Il faut préciser que ces procédures spéciales étaient la force de la Commission dans la mesure où elles contribuaient à la mise en oeuvre des droits de l'homme.

Durant cette dernière décennie, les droits économiques, sociaux et culturels ont pris une place importante à la Commission des droits de l'homme ; ce qui s'est traduit par la création de mandats, tels que ceux portant sur le droit à l'alimentation, au logement, à l'éducation, etc. Dans ce cadre, de nombreux rapports, pour la plupart très intéressants, ont été présentés à la Commission des droits de l'homme.

De leur côté, les experts de la Sous-Commission ont aussi mené diverses études, notamment sur la mondialisation, les conséquences des politiques commerciales internationales et des investissements sur la jouissance des droits humains.

Il faut souligner que quelques Rapporteurs spéciaux présentaient également leurs rapports sur la situation de quelques pays condamnés par la Commission. Ces

rapports étaient fort médiatisés et montraient un visage plutôt négatif de l'instance onusienne, puisque des alliances se formaient sur des considérations autres que les droits humains pour obtenir ou éviter une condamnation.

Quelques années avant sa disparition, la principale critique formulée à l'égard de la Commission des droits de l'homme était sa difficulté à condamner les Etats violateurs des droits humains. De ce fait, pour certains sa crédibilité était en cause.

Pourtant, la tâche principale de la Commission ne consistait pas à condamner formellement les Etats. Mais, on a complètement occulté tout un pan de travaux importants menés par la Commission, à commencer par les missions d'enquête, les travaux menés par les Rapporteurs spéciaux et experts indépendants ainsi que les normes internationales élaborées en son sein.

CETIM - URL : http://cetim.ch/fr/publications_cahiers.php